

Avis adopté

Séance plénière du 28 juin 2023

Pour une économie servicielle sociale et soutenable : de la propriété à l'usage

Déclaration du groupe CGT

L'économie servicielle, la révolution informationnelle et numérique réinterrogent l'ensemble de la chaîne de valeur des actes de production, le lien industrie/services/politiques publiques, en même temps qu'il modifie les rapports sociaux. C'est immense !

Les intérêts contradictoires dans la société demeurent et s'affrontent des conceptions opposées de l'économie servicielle :

→ d'un côté, un simple relai de croissance qui perpétue le pire des logiques systémiques capitalistes actuelles basées sur la concurrence et la financiarisation, qui sacrifie la nature, les travailleuses et travailleurs ;

→ de l'autre, une occasion de transformation vers plus d'efficacité sociale et économique, de durabilité, de démocratie sociale.

La CGT défend cette approche qui permet de répondre aux attentes nouvelles de la société vers plus de partage, de mutualisation, de coopération et d'intérêt général. Le mérite de cet avis est d'ouvrir de premières pistes et d'affirmer une conception « sociale et soutenable » de cette économie, « au service de l'environnement et de l'humain ». Ce parti pris enthousiaste des évolutions empêche parfois l'analyse des aspects négatifs ou des points de vigilance, et amène à quelques possibles vœux pieux.
Déclarations des groupes

Nombre d'enjeux essentiels sont pointés, certains que nous appuyons particulièrement :

→ la revalorisation de la place des femmes et des hommes au travail ; → les liens « industrie-services numérique »

→ le développement de l'ancrage territorial ;

→ la question centrale de la définition des besoins, avec au cœur les travailleurs et les consommateurs ;

→ l'autonomie stratégique, les relocalisations et la réindustrialisation ;

→ la mise en avant de la diversité du champ de l'ESS comme atout.

Mais pour la CGT, il faut aller plus loin sur quelques questions clés qui sont portées par ce modèle :

→ le rôle des politiques publiques, la promotion des services publics comme levier et réponse aux besoins des populations, la construction de nouvelles régulations/sécurisations autour de conditionnalités et de leur contrôle ;

→ la rupture avec le modèle actuel concernant la chaîne de valeur, son partage, la formation des prix et les revenus, la question de nouvelles gouvernances et coopérations, notamment entre donneur d'ordre et sous-traitant ;

→ la gestion de la donnée et des libertés publiques, avec le domaine marchand qui envahit la sphère personnelle et privée ;

→ les transformations du travail et l'exigence du travailler autrement, du travailler mieux. Ce qui nécessite la construction d'un nouveau statut du travail, avec au cœur l'emploi, la formation et la qualification des salariés, les reconnaissances de celles-ci.

Cet avis est un début qui permet de mieux appréhender un modèle d'économie servicielle souhaitable. Il demande à être mis à l'épreuve de la participation de toutes et tous pour que serviciel et progrès social puissent faire sens commun. Le groupe l'a voté.